

La Répression Stalinienne et Bourgeoise

En Espagne Républicaine

—o—

Perfectionnements techniques

L'expérience de longs mois de pouvoir incontrôlé aidant, les policiers staliniens espagnols amplifient leurs moyens et perfectionnent leur technique. A la suite de l'effervescence régnant dans les prisons surpeuplées de militants révolutionnaires (dont la dernière importante manifestation en date fut la tragédie du « Carcel Modelo » de Barcelone), les graves inconvénients de l'incarcération de cette sorte de prisonniers s'étant révélés à fond, les policiers assassins au pouvoir obsolu viennent d'inaugurer les « camps de travail ».

La nouvelle méthode consiste à rassembler pêle-mêle militants de la C.N.T. ou du P.O.U.M. et délinquants de droit commun ou agents fascistes pour en former des équipes employées à des travaux de fortification sur divers fronts. D'une part, on spéculait ainsi — comble d'abjection ! — Sur le désir obstiné de certains militants emprisonnés à se « rendre utiles » malgré tout à la défense militaire (on s'imagine le géôlier au revolver d'ordonnance invoquant à ce propos les récents désastres de l'Aragon...) ; d'autre part, l'on s'octroie des possibilités illimitées pour l'application de différentes formes d'assassinat. Pensez-donc : à proximité du front, en plein secteur de balles que tout permet de prétendre égarées, loin des populations civiles avec leur sensibilité exagérée, — l'idéal, quoi !

Le nouveau plan de travail s'applique à la lettre, à un rythme qui permet tous les espoirs en matière de « liquidation ». Les passages suivants sont extraits d'une relation datée de Barcelone 23 mai et qu'on a réussi à faire parvenir à la rédaction des « Indépendant News ». Ils concernent un des camps qui contient 500 prisonniers surveillés par 250 gardes d'assaut :

« Le train partit de la gare du Nord en direction de Corvera. L'ordre avait été donné que personne ne se penche aux portières ni aux fenêtres sous peine d'être châtié. Mais comme ce là est naturel après une longue incarcération, la curiosité était la plus forte et l'emportait sur la crainte et toute l'expédition était collée aux vitres et aux portières des wagons. A la gare de Castelllet (an Viconte de Castellet), un garde exaspéré, descendit du train et le fusil en joue leur intima l'ordre de se retirer à l'intérieur. Le camarade Valentin Vila Anet, de 17 ans, militant de la J.C.I. de Aiguafreda qui se trouvait le plus proche se retira immédiatement, mais retenu par ceux qui le poussaient derrière ne put obéir assez rapidement et le garde, sans plus de contemplation, déchargea sur le malheureux son fusil. « Valentin Vila qui à ce moment se trouvait déjà à l'intérieur tomba foudroyé le crâne ouvert d'une seule balle éclaboussant de sang et de cervelle tous ceux qui se trouvaient dans le compartiment

« Le train continua sa marche et le cadavre fut déposé à la station de Manresa (60 km plus loin). »

« Valentin Vila était accusé, sans qu'on puisse le prouver, « d'avoir distribué dans un ciné de sa localité un manifeste du P.O.U.M. La dénonciation venait du P.S.U.C. de cette ville. »

« Dès le lendemain de leur arrivée au camp, le Commandant « de la place, Astorga, intima l'ordre aux prisonniers de se former et demanda à tous ceux qui étaient malades ou atteints de « maladies contagieuses et incurables de sortir des rangs ; pour « être hospitalisés : Il insista en indiquant que, disposant de peu « de lits là où ils devaient aller, que ce soit surtout les plus atteints « qui se présentent. Quelques prisonniers sortirent des rangs et « parmi eux notre camarade Juan Ruiz Tomas, de la section de « Barcelone. Il était tuberculeux au dernier degré et ses onze mois « de détention avait aggravé son état. Notre camarade était accusé d'avoir possédé chez lui quelques journaux et manifestes « du P.O.U.M. En 1934, lors du mouvement du 6 octobre, il « avait été condamné à 30 ans de prison pour son héroïque attitude « à la Rabassada et à San Cugat et envoyé au fort de San « Cristobal de Panpélune pour y purger sa peine. Son état de « santé étant déjà fort compromis à cette époque, il fut transféré « de San Cristobal au pénitencier de Ségovia, affecté en sana « pour les condamnés. »

« On ne sut plus jamais rien de notre camarade ni des autres « malades qui se présentèrent pour être hospitalisés. »

« Les gardes d'assaut chargés de la surveillance ont insinué « qu'ils avaient été tous fusillés. »

« C'est le 8 mai que la terreur atteignit son comble dans le « camp, par l'assassinat à froid de 12 hommes parmi lesquels se « trouvait un de nos camarades des J.C.I. de Sans, Francisco Pina « Orza accusé d'avoir peint sur un mur de Barcelone : « A bas « les accapareurs. Liberté pour les prisonniers antifascistes. »

« Voici dans quelles conditions : Deux reclus avaient pris « la fuite, paraît-il. Les groupes de travail étant formés par un mélange de fascistes, criminels et antifascistes, les deux fugitifs « étaient à peine connus des autres prisonniers. Le commandant « Astorga réunit tout le pénitencier et leur communiqua que pour « servir d'exemple afin que de tels faits ne se reproduisent pas, « il allait faire fusiller les autres détenus qui composaient le groupe de travail. Quelques minutes après 12 innocents tombaient « assassinés dans le cimetière du village. Avant de les fusiller « Astorga leur dit qu'il regrettrait d'être contraint d'appliquer une « telle sanction, non seulement pour eux mais pour leurs familles, « leur mère et leurs enfants. »

A notre camarade il lui dit ironiquement que c'était dommage « de le fusiller car il avait sa liberté signée depuis 3 jours dans « son bureau. Ce n'était que trop vrai, hélas ! »

Division du travail

Les ordonnateurs de la répression stalinienne en Espagne, tous occupés à une besogne absorbante et affolante à ce point, ne perdent cependant pas la tête. Ou plutôt, les rôles sont distribués en conséquence : à la brute dont le caractère hystérique nécessite des satisfactions concrètes et continues, le rôle de surveillant dans un camp de travail, par exemple ; mais à d'autres les rôles de théoriciens et de propagandistes...

Le fameux procès du P.O.U.M. annoncé depuis un an, en vertu duquel des masses d'inculpés ont déjà été supprimés, procès retardé toujours malgré les « preuves » de plus en plus accablantes annoncées dans le même temps, un livre vient de paraître à Paris qui est entièrement consacré à le justifier anticipativement. Il est intitulé « Espionnage en Espagne », a pour auteur un nommé Max Rieger et est préfacé par une revue du Front Populaire particulièrement bien choisie le Jésuite José Bergamin. En plus des démonstrations littéraires, « dix-huit clichés hors-texte » résument le travail de longs mois de recherche dans les laboratoires de la Guépéou.

Nous trouverons à reparler sans doute de cette nouvelle contribution à l'édifice policier du stalinisme.

—o—

Toujours côté « démocratie »

A vouloir suivre d'assez près (on ne peut cependant la suivre de trop près) la marche ascendante de la répression en Espagne, nous avons franchement trop négligé ce qui se passe au même point de vue partout ailleurs. Ces derniers temps, les gouvernements démocratiques ont ressenti avec un fraternel ensemble le besoin de prendre certaines mesures.

Dans la France du Front Populaire

Un récent décret Sarraut enserme les quelque deux millions et demi de travailleurs étrangers vivant en France dans un inextricable réseau de système d'impôts, de contrôle et d'intimidation. Mais, comme bien l'on pense, c'est le sort des dizaines de milliers d'émigrés politiques italiens, polonais, allemands qui a tout particulièrement fait l'objet des prescriptions policières. Il s'agira pour eux de renoncer à prendre part à quelque action politique ou économique que ce soit... ou d'être expulsés. Un organe révolutionnaire parisien révèle qu'à la suite des premières mesures prises « une moyenne de 200 à 300 prolétaires sont expulsés chaque jour, ou doivent quitter la France avec un refus de séjour, lorsqu'ils ne sont pas accompagnés par groupes et livrés à la police des frontières. »

La presse fasciste italienne, assurément un peu bavarde et imprudente, tout comme elle salua en son temps la besogne d'épuration accomplie par les procès de Moscou, salua à présent le décret Sarraut « comme une contribution à la lutte internationale conduite par le fascisme contre tant d'indésirables révolutionnaires et terroristes qui empestent le monde, et qui sont exterminés pour toujours en Italie par Mussolini. » (Le « Popolo d'Italia »).

Le stalinisme français, invoquant, lui, bien sûr, « le droit et la nécessité pour la République de se défendre », y trouve parfaitement son compte. Et approuve donc. Et offre sa collaboration en ces termes précis : « Les trotskystes doivent être consignés à

la police ; les militants antifascistes (sic) doivent dénoncer tous les trotskystes — fascistes et agents suspects aux autorités. » Du reste, des offres d'un autre genre encore avaient déjà été faites, comportant, celles-là, des références non douteuses, proposant le concours d'indiscutables compétences, indiquant nommément même, comme exemple, une première victime : « ... Rapport se trouve, lui, dans la France bourgeoise où les traîtres au prolétariat ne sont pas cités devant les tribunaux pour y être jugés. Mais qui sait ? Le pouvoir de la tchéka dépasse toute imagination. Peut-être même qu'à Paris elle montrera qu'elle est capable de donner à ses amis une leçon spéciale... »

—o—

Dans la libérale Hollande

La bombe qui éclata dernièrement à Rotterdam a été le signal de la mobilisation des milieux gouvernementaux et de la grande presse sous le signe de la « sécurité publique », c'est-à-dire de la répression du mouvement révolutionnaire. Une réforme de la Constitution est envisagée qui donne aux gens de la « Sûreté » les moyens qu'ils réclament pour se rendre maîtres absolus du sort des travailleurs étrangers et de celui des « formations extrémistes ». Ce sont le R.S.A.P. de Sucolet et les syndicats du N.A.S. qui sont visés en premier lieu. Les militants de ces organisations s'attendent à ce que la nouvelle législation qui est à l'étude corresponde en fait à la mise hors-la-loi de leurs moyens d'action et de propagande.

—o—

Dans la Belgique de M. Spaak

Ici, par un curieux détour de tactique, c'est un député stalinien qui s'est trouvé devoir interpellier le ministre de la Justice au sujet de récents arrêtés d'expulsion qui participent, selon la réponse de M. Pholien lui-même, d'un vaste plan d'ensemble. Les raisons invoquées sont les mêmes qu'en Hollande et qu'en France. Mêmes répercussions pratiques des mesures prises, l'ampleur de ces répercussions diffère seule parce que sont moindres en ce moment les « dangers » à écarter. Il s'agit davantage ici de mesures préventives. Mais rien n'empêche les choses d'évoluer dans le sens « français » ou « hollandais », y compris — n'en doutons pas — l'attitude des partisans belges de la « leçon spéciale », si le prolétariat ne prend nettement conscience de cet état de choses et ne tend toutes ses forces afin de le briser.

P. S.

Contre la répression, adhérez au

— F. S. I. —